



■ **Nora Berra (LR)** : « Moi, je suis restée la même, je n'ai pas changé d'étiquette ».

Photo Maxime JEGAT



■ **Fanny Dubot (EELV-PS)** : « Je suis née en 1989, l'année où M. Touraine est entré en politique ».

Photo Maxime JEGAT



■ **Michel Dulac (FN)** : « Lyon devient n'importe quoi, on est racketté à chaque carrefour. ».

Photo Maxime JEGAT

LYON ÉLECTIONS

3^e circonscription : le grand d

Le Progrès organisait ce mercredi, un débat public au siège du journal à la Confluence, entre les candidats à l'élection législative dans la troisième circonscription du Rhône.

Ils sont au total seize à briguer la succession de Jean-Louis Touraine (REM), lui-même candidat à sa réélection pour un troisième mandat. Pour la clarté du débat, Le Progrès a invité sept candidats à présenter leurs idées et confronter leurs projets : Nora Berra (LR), Michel Dulac (FN), Jean-Louis Touraine (REM), Christophe Geourjon (UDI), Pascal Le Brun (FI), Fanny Lucius (PCF) et Fanny Dubot (EELV-PS).

Ils se sont exprimés sur trois thèmes – l'économie, la sécurité et la santé – et sur une série de questions plus ciblées. Voici leurs propositions.

Entre ultra libéralisme et anti capitalisme

Pour pratiquement tous les candidats aux élections législatives, l'emploi est la clef de toute relance économique. Mais pas dans la même logique. D'un côté les libéraux voire ultralibéraux qui parlent beaucoup de coût du travail, d'un autre les anticapitalistes et entre les deux, ceux qui tentent de surfer sur un libéralisme humaniste n'excluant pas l'État du jeu. L'UDI **Christophe Geourjon** résume cette dernière position en une phrase : « Il faut libérer les énergies tout en protégeant les individus. » À propos du traité de libre-échange Ceta, signé entre l'Union européenne et le Canada, il estime que « la méthode utilisée par l'Europe n'est pas acceptable ». Le choc tout particulièrement « la mise en place d'un tribunal privé » alors que pour lui, « les États et les gouvernements devraient avoir le dernier mot ». Il conclut en redisant son credo : « Nous ne voulons pas d'une vision ultralibérale ».

LeFN **Michel Dulac** réclame, lui, « une baisse des charges sociales et fiscales des entreprises » et « une simplification du code du travail ». La LR **Nora Berra**, pour sa part, souligne que « l'État ne génère pas d'emploi. Il est là pour permettre l'accroissement des richesses ». Des propos que peuvent difficilement entendre les candidats de gauche. La communiste **Fanny Lucius** dit son exaspération car « depuis trente ans, on nous rabâche que le travail a un coût donc qu'il faudrait baisser les cotisations sociales qui

permettent quand même de financer la sécurité sociale ». La candidate PCF va plus loin : « Ce qui coûte aux entreprises, c'est le coût du capital : les dividendes pour les grands groupes, les charges financières pour les autres. » **Pascal Le Brun**, pour France Insoumise, est sur la même ligne lorsqu'il indique qu'il faut cesser de parler de réduire les dépenses mais « investir 100 milliards pour créer 3,5 millions d'emplois et revaloriser le SMIC ». Constatant cette réalité « d'une économie ultralibérale et de la mondialisation », l'écologiste **Fanny Dubot** prône « une relocalisation des entreprises sur nos territoires alors que trop de ce que nous consommons est fabriqué à l'autre bout du monde ». Quant au macroniste **Jean-Louis Touraine**, il rejoint le centriste Geourjon lorsqu'il parle de « volonté de moderniser nos dispositifs tout en protégeant les travailleurs ».

La CSG et la fiscalité divisent également. **Nora Berra** avance « un allègement des charges de 28 milliards sur 5 ans ». **Jean-Louis Touraine**, s'il défend au contraire cette hausse, ajoute : « Une diminution des cotisations sociales et la suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des Français ». **Pascal Lebrun** évoque « une réforme fiscale qui permettra d'aller chercher l'argent là où il est » pour participer au financement de tous les grands investissements nécessaires.

Parmi les autres réformes avancées

“ Je me suis construite grâce à l'éducation de mes parents qui m'ont transmis l'amour de la France. ”

Nora Berra (LR)

“ Européiste convaincue, je suis critique envers les politiques libérales et austéritaires. ”

Fanny Dubot (EELV - PS)



■ Les sept participants au débat organisé, dans ses locaux, par Le Progrès, ce mercredi 31 mai. Photo Maxime JEGAT

par les uns et les autres : **Nora Berra** cite notamment « la formation professionnelle » et « le retour à la défiscalisation des heures supplémentaires » ainsi que « la réforme du code du travail ». **Christophe Geourjon** : « Le régime du RSI doit être réformé en gardant à l'esprit que les indépendants ne sont pas des salariés. » Pour **Michel Dulac** : « L'abrogation de la directive européenne sur les travailleurs étrangers. » Pour **Fanny Lucius** :

« La sécurité emploi-formation permettant d'alterner période de travail avec période de formation. » Pour **Fanny Dubot** : « Développer l'économie sociale et solidaire ainsi que l'économie circulaire. » Pour **Pascal Lebrun** : « Inscrire le droit au travail dans la constitution de la VI^e République. » Et, enfin, **Jean-Louis Touraine** veut « étendre l'assurance chômage à tous les travailleurs ».

M.R-P



■ **Pascal Le Brun (FI)** : « Favoriser la transition écologique en s'appuyant sur les PME/TPE. »

Photo Maxime JEGAT



■ **Christophe Geourjon (UDI)** : « Il y a cinq ans, les candidats d'En Marche avaient tous fait campagne pour Hollande ». M.J.



■ **Fanny Lucius (PCF)** : « J'appelle de mes vœux un projet politique humain et écologique ». Photo Maxime JEGAT



■ **Jean-Louis Touraine (LRM)** : « Je travaillerai à un dialogue renforcé entre les Lyonnais et leur député ». Photo M.J.

ébat avec sept candidats

« Les Français doivent envoyer à l'Assemblée nationale des gens qui savent ce que c'est que gagner sa croûte. »

Michel Dulac (FN)

« Pour moi, le droit au logement n'existe pas. Je prône la création de 200 000 logements par an. »

Pascal Le Brun (FI)

« Utiliser mon expérience professionnelle pour apporter un regard différent sur les dossiers. »

Christophe Geourjon (UDI)

« Je suis de cette génération qui ne renonce pas, ni sur le fond, ni sur la forme. »

Fanny Lucius (PCF)

« On est dans un temps qui est peut-être magique, propice au renouveau et à l'espoir. »

Jean-Louis Touraine (REM)



Sécurité : le rétablissement de la police de proximité fait consensus

Jean-Louis Touraine (REM) n'a pas manqué d'afficher sa pleine confiance en le ministre de l'Intérieur. Et pour cause : « J'ai travaillé aux côtés de Gérard Collomb durant treize ans à la Ville de Lyon en tant qu'adjoint à la Sécurité. Demain pour en France, nous allons augmenter les effectifs de 10 000 policiers et gendarmes, renforcer le renseignement contre le terrorisme, développer la police de proximité, ouvrir 15 000 places supplémentaires dans les prisons ; augmenter les moyens de la justice, veiller à la tolérance zéro et à l'exécution des peines. » Le candidat de La République en Marche a évoqué la cyber-défense qu'il faut amplifier, la création d'un État-Major permanent et d'actions conjointes européennes en créant 5 000 postes.

Michel Dulac (FN) prône le retour aux frontières nationales avec l'arrêt de l'immigration massive, le recrutement de 60 000 militaires, 6 000 douaniers, 15 000 policiers et gendarmes. Le candidat FN se prononce pour une police de proximité rétablie et ferme, active 24h sur 24h. Il réclame l'expulsion des Fichiers S, la tolérance zéro : « Il faut en finir avec le laxisme judiciaire. J'ai même honte de mon quartier. Nous sommes dans une zone de non Droit. »

Christophe Geourjon (UDI) a tenu à rendre hommage aux forces de l'ordre dont le travail est « remarquable » malgré des conditions difficiles. « Ce thème ne doit

pas succomber au populisme. Il ne faut pas ériger une ligne Maginot qui n'empêchera pas le drame. La preuve à Manchester. Pour notre parti, c'est un défi national. Il faut augmenter la part du budget de la France et le porter à 2 % du PIB. » Améliorer l'armée et le salaire des militaires, renforcer la police de proximité. Pour le candidat UDI, la sécurité intérieure et la justice vont de pair. Il faut aussi renforcer l'effectif des magistrats, appliquer une tolérance zéro.

Fanny Dubot (EELV-PS) considère que les mesures de Michel Dulac (FN) ne sont pas rationnelles : « C'est être à côté de la plaque. Nous critiquons l'État d'urgence permanent qui n'est pas efficace. La lutte doit se faire à l'échelon européen, il faut créer une agence, rétablir la police de proximité. Remettre l'humain dans les quartiers et à l'école et faire davantage de prévention face à la mise en place d'une vidéo surveillance qui n'est pas efficace. »

Pascal Le Brun (FI) souhaite sortir de la politique du chiffre pour une police républicaine. Il est favorable au retour de la police de proximité mais réclame le démantèlement de la BAC en situation d'opération de guerre qui crée des tensions. « Il faut redonner les moyens à la police en embauchant 5 000 administratifs, 3 000 personnes sur le terrain et 2 000 pour la recherche scientifique et technique. » Le candidat de la France Insoumise veut une police anti-terroriste, renforcer le rensei-

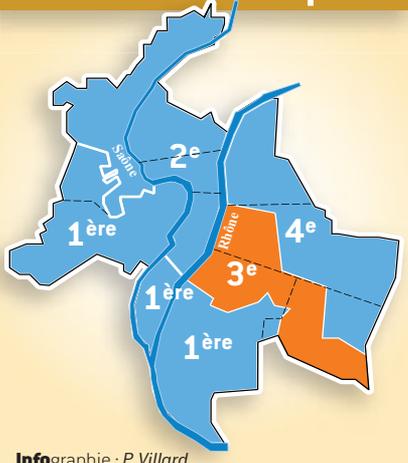
gnement territorial avec des moyens humains et combattre la logique communautariste. Il souhaite moins d'incarcérations.

Fanny Lucius (PCF) rappelle les formes d'insécurité, « celle liée à la précarité, aux fantasmes relayés par les médias, et l'insécurité réelle qui comprend aussi la violence faite aux femmes. Tout le monde a le droit à la sécurité. Il faut donner les moyens au service public, à la justice et à la police, rétablir les liens de confiance entre la police et le peuple, utiliser les militaires. La formation, la prévention passent par la culture. Une police de proximité plutôt que des punitions. » La candidate a affirmé sa lutte contre l'État d'urgence. Et de conclure : « Espérons que Gérard Collomb sera plus efficace à l'Intérieur qu'à Lyon ! »

Nora Berra (LR) a évoqué « la tranquillité publique » et veut envoyer un message fort dissuasif : « un délit, une sanction, une peine et que la peine soit réalisée ». Pour une meilleure coordination, elle milite pour 16 000 places supplémentaires dans les prisons, 10 000 policiers et gendarmes. « Il faut être dans des mesures fortes, renforcer le renseignement territorial, être en alerte. Le budget de la Défense doit être revu et s'élever à 2 % du PIB ». Sur le plan international, la candidate Les Républicains veut s'appuyer sur les partenaires européens et faire en sorte que la France retrouve son leadership.

Nadine Micholin

La 3^e circonscription



Infographie : P. Villard



■ **Jean-Louis Touraine (REM) :**
« J'ai une obsession : le mieux-être des Lyonnais. »

Photo Maxime JEGAT



■ **Christophe Geourjon (UDI) :**
« Il ne faut pas forcément voter pour le paquet cadeau Macron. »

Photo Maxime JEGAT



■ **Fanny Lucius (PCF) :** « Mettre en avant le logement, qui doit devenir une grande cause nationale. »

Photo Maxime JEGAT

LÉGISLATIVES

Santé : tous pour le remboursement total des soins

Les deux candidats médecins de la 3^e circonscription, Nora Berra (LR) et Jean-Louis Touraine (LREM) s'accordent pour mettre l'accent sur la prévention. « Traiter les malades c'est bien. La France est l'un des meilleurs pays en matière de traitement, mais garder la santé c'est encore mieux, qu'elle soit physique, mentale ou sociale », a insisté **Jean-Louis Touraine** qui fut référent santé d'En Marche !. Le député sortant prône « le renforcement de la lutte contre la pollution, les excès du tabagisme, de l'alcoolisme et l'insuffisance d'activité physique ». Proposition innovante, portée par La République En Marche et J.L. Touraine : la création d'un service sanitaire pour les étudiants de la santé appelés à donner trois mois de leur temps pour des actions de prévention. Autre volonté, celle de consacrer 5 milliards à la médecine de ville et à l'hospitalisation « pour améliorer les conditions des personnels de santé aujourd'hui en souffrance ». Jean-Louis Touraine défend, enfin, la prise en charge des déserts médicaux via la télémédecine et la création de 1 000 maisons de santé. **Nora Berra**, pour qui « la santé est un sujet régalien », défend de son côté un budget prévention en hausse de 2 %. L'ancienne députée européenne qui pointe « des besoins

qui vont croissant, pour des raisons démographiques, d'allongement de la durée de vie, dans le cadre d'un budget contraint », se prononce « en faveur d'une médecine de proximité comprenant davantage de médecins libéraux mais aussi la création de maisons de santé pluridisciplinaires ». Dans ce cadre, Nora Berra n'a pas manqué de tacer son adversaire médecin, considérant que « depuis la mandature de François Hollande, soutenue par M. Touraine, on assiste au démantèlement du pilier libéral de la santé ».

Michel Dulac (FN), de son côté, veut « garantir la Sécurité sociale pour tous les Français et rembourser l'ensemble des soins par des économies sur la délivrance excessive de médicaments ». Le fleuriste lyonnais souhaite, en outre, voir relever le numerus clausus « pour augmenter le nombre de professionnels en zone rurale et arrêter de recourir aux médecins étrangers ». Il prône également « plus d'effectifs dans la fonction hospitalière et de moyens pour la dépendance ».

Pascal Le Brun (FI) souhaite, lui, avancer sur la prévention des maladies liées à la pollution, aux pesticides, ainsi qu'au stress au travail. Il défend « un service de médecine de proximité qui s'organise en fonction des déserts mé-

dicaux » et compte « reprendre la main sur les lobbies qui influencent l'assemblée ». Autre priorité qu'il partage avec la communiste Fanny Lucius : la création d'un pôle public du médicament.

Pascal Le Brun souhaite aussi voir augmenter la capacité d'accueil dans les hôpitaux et le numerus clausus. Et de fustiger les cliniques privées « qui effectuent des actes inutiles tandis que le public se « ramasse » tout ».

Fanny Lucius (PC) compte, elle, mettre un terme « à la fragilisation de la sécurité sociale par la baisse des cotisations ». L'enseignante en mathématiques, pointe des personnels en grande souffrance pour lesquels il est temps de sortir l'hôpital public des logiques de rentabilité. L'occasion de fustiger la loi Bachelot « que Nora Berra connaît bien ». La candidate PC appelle au retour à une gestion démocratique dans ces établissements, avec des élus du personnel associés aux décisions. Elle souhaite aussi la fin de la toute-puissance des grands groupes sur le secteur de la perte d'autonomie. Enfin la candidate communiste prône un développement de la médecine du Travail.

Fanny Dubot (EELV) fixe, elle, deux priorités : la lutte contre la désertification médicale et dans ce cadre deman-

de « un moratoire sur la fermeture des hôpitaux ». Elle veut la création de 1 000 maisons de santé et l'appui financier et logistique des médecins s'installant en milieu rural. Et prône une lutte contre les émissions de particules fines avec interdiction du diesel, des perturbateurs endocriniens et la promotion du manger bio. « La santé correspond à une vision de la société », selon **Christophe Geourjon** (UDI), pointant « le million d'emplois que représente celle qui n'est pas à appréhender seulement en termes de dépenses ». L'élue d'opposition à la Ville et à la Métropole défend, comme Nora Berra, le développement d'une médecine de ville libérale et davantage de maisons de santé. Il met l'accent sur un nécessaire allègement des charges administratives des médecins. Et se prononce pour « une évolution du système de santé effectuée en lien avec les professionnels », ce qui, selon lui, n'a pas été le cas lors de la fusion, à Lyon, de deux centres pour grands brûlés, celui de Edouard-Herriot et celui de Saint-Luc-Saint-Joseph.

Enfin, la plupart des candidats s'accordent pour demander le remboursement de tous les soins, lunettes, prothèses auditives et dentaires comprises.

Dominique Menvielle

OUI/NON

■ Un parlementaire peut-il employer un membre de sa famille ?

Fanny Lucius (PC) : NON
J.-Louis Touraine (REM) : NON
Michel Dulac (FN) : NON
Nora Berra (LR) : NON
Pascal Le Brun (FI) : NON
C. Geourjon (UDI) : NON

■ Faut-il réduire le nombre de parlementaires ?

Fanny Dubot (EELV-PS) : OUI
Fanny Lucius (PC) : NON
C. Geourjon (UDI) : OUI
Nora Berra (LR) : OUI
Pascal Le Brun (FI) : NON
J.-Louis Touraine (REM) : OUI
Michel Dulac (FN) : OUI

■ Faut-il limiter le nombre de mandats de député dans la durée ?

Pascal Le Brun (FI) : OUI
Nora Berra (LR) : OUI
Michel Dulac (FN) : OUI
J.-Louis Touraine (REM) : OUI
Fanny Lucius (PC) : OUI
Fanny Dubot (EELV-PS) : OUI
C. Geourjon (UDI) : OUI

■ Faut-il revenir sur la réforme des rythmes scolaires ?

Fanny Lucius (PC) : OUI

Fanny Dubot (EELV-PS) : NON
Nora Berra (LR) : OUI
J.-Louis Touraine (REM) : « En partie, OUI »
C. Geourjon (UDI) : OUI
Michel Dulac (FN) : OUI
Pascal Le Brun (FI) : OUI

■ Faut-il sortir du nucléaire ?

Fanny Dubot (EELV-PS) : OUI
F. Lucius (PC) : « Progressivement »

J.-Louis Touraine (REM) : « Progressivement »

Pascal Brun (FI) : OUI

C. Geourjon (UDI) :

« Progressivement »

N. Berra (LR) :

« Pas spécialement »

M. Dulac (FN) :

« Progressivement »

■ Faut-il revenir sur l'obligation de 25 % de logements sociaux par commune ?

Michel Dulac (FN) : NON
Nora Berra (LR) : NON
C. Geourjon (UDI) : « NON, la renforcer »
Pascal Le Brun (FI) : OUI
Fanny Dubot (EELV-PS) : OUI
Fanny Lucius (PC) : OUI
Jean-Louis Touraine (REM) : OUI.

LES CANDIDATS

16

C'est le nombre de candidats dans cette circonscription : Fanny Dubot (EELV-PS), Nora Berra (LR), Lérie Nicolai (Régionaliste), Michel Dulac (FN), Gaëlle Navarranne (PCD), Jean-Louis Touraine (REM), Eric Lafond (Divers), Nadia Bouhami (LO), Nathalie Dehan (Parti animaliste), Marc Chinal (Voter après-monnaie), Vincent Ollion (UPR), Christophe Geourjon (UDI), Corinne Ferretti (DLF), Pascal Le Brun (FI), Olivier Mayer (DVG), Fanny Lucius (PCF).

Législatives 2012

Jean-Louis Touraine (alors PS) élu (59,15 %) face à Laure Dagorne (UMP) (40,85 %).

Au premier tour (les dix premiers sur 21 candidats) : J.-L. Touraine : 40,01 % ; L. Dagorne : 26,92 % ; Jeanne de Carbonnières (FN) : 11,08 % ; Eléni Ferlet (FG) : 7,06 % ; Fanny Dubot (écol.) : 6,14 % ; Céline Bos (centre) : 2,08 % ; Eric Lafond (DVD) : 1,72 % ; Maxime Caminale (DVD) : 1,15 % ; Sammy Dia (AUT) : 0,65 % ; Eric Curinier (écol.) : 0,55 %.

LA 3^E À LA LOUPE

■ Des berges du Rhône aux États-Unis

La 3^e circonscription couvre l'ouest du 3^e arrondissement (berges, Part-Dieu), le nord du 7^e (Jean-Macé, Guillotière), le centre du 8^e (Sans Souci, Monplaisir, Bachut, États-Unis, La Plaine-Santy).

Nombre d'inscrits : 72 005
Nombre d'habitants : 128 432
Précédents députés : Jean-Louis Touraine (PS) (2007, 2012), Jean-Michel Dubernard (RPR puis UMP, de 1986 à 2007).



■ **Pascal Le Brun (FI)** : « Il faut généraliser la culture pour tous et la rendre abordable. »
Photo Maxime JEGAT



■ **Michel Dulac (FN)** : « Les candidats du FN sont des gens très compétents. »
Photo Maxime JEGAT



■ **Fanny Dubot (EELV - PS)** : « J'ai donné ma voix à Macron contre le FN mais sans adhérer à son projet. »
Photo Maxime JEGAT



■ **Nora Berra (LR)** : « Je me présente sur des arguments, pas des postures. »
Photo Maxime JEGAT



■ La rencontre des candidats avec le public s'est déroulée ce mercredi, dans les locaux du Progrès à Confluence.
Photo Maxime JEGAT

Les questions qui fâchent

■ Nora Berra

Vous avez été candidate aux élections municipales à Neuville, à Lyon, aux Européennes, aux régionales. Ça ne fait pas un peu beaucoup tout ça ?
« Non, mon engagement politique réel date de 2008. J'ai eu la chance et l'honneur d'avoir de grande responsabilité [deux fois secrétaires d'État], je veux mettre mon expérience au service des Lyonnais. »

■ Fanny Dubot

Vous expliquez que c'est le PS, votre soutien, qui a remporté cette élection en 2012 sur la 3^e circonscription. Mais le candidat qui l'a emporté en 2012 est face à vous ?
« Je représente l'union de la gauche et des écologistes. Je me situe dans la continuité de ce qui a été initié par Benoît Hamon et Yannick Jadot. Notre programme est réellement de gauche, ce qui n'est pas le cas d'Emmanuel Macron. »

■ Michel Dulac

Vous étiez candidat du CNIP

en 2012 face à une candidate FN (118 voix). Pourquoi se présenter à nouveau mais avec l'étiquette FN ?
« Je n'avais pas fait campagne et mes bulletins n'avaient pas été distribués. J'ai de belles et bonnes raisons d'avoir rejoint le FN : c'est le seul parti qui défend les intérêts des Français. »

■ Christophe Geourjon

Votre parti soutient LR dans beaucoup de circonscription. Pourquoi une candidature ici face à une candidate LR ?
« Nous ne défendons pas les mêmes valeurs. Je suis attaché à cette circonscription où je vis avec ma famille. Il est important d'avoir à l'Assemblée Nationale des élus ancrés dans le réel. »

■ Pascal Le Brun

On ne voit pas très bien les différences de programme entre vous, EELV ou encore le PC. Pourquoi n'avez-vous pas fait candidature commune ?
« C'est la problématique de la 5^e République. Je ne suis pas inquiet, quand la 6^e République sera en place, il n'y aura

plus cet effet mécanique lié aux financements des partis. »

■ Fanny Lucius

On ne voit pas très bien les différences de programme entre vous, EELV ou encore la France insoumise. Pourquoi n'avez-vous pas fait candidature commune ?
« Je regrette que certaines personnes autour de cette table n'aient pas répondu quand nous les avons invitées à nous réunir. Je suis fière de porter le rassemblement de la gauche avec le Gram. »

■ Jean-Louis Touraine

Vous êtes élu depuis 1989, vous avez fait deux mandats de député. Emmanuel Macron parle de renouvellement de la vie politique. Votre candidature n'est-elle pas paradoxale ?
« Non, il n'a jamais dit qu'il ne fallait que des personnes inexpérimentées. Dans le Rhône, sur 14 candidats, seuls deux sont des sortants. Nous aurons une charge considérable pour aider les nouveaux députés durant des mois et des années. »

“ La République en Marche, c'est l'audace et l'innovation dans tous les domaines. ”
Jean-Louis Touraine (REM)

“ On a le choix entre la majorité docile de Macron, le blocage du pays avec LR ou l'efficacité avec un élu pragmatique. ”
Christophe Geourjon (UDI)

“ Pour redonner confiance dans la politique, je porterai la 6^e République avec l'intérêt général au cœur. ”
Fanny Lucius (PCF)

“ Il faut voter pour la France insoumise pour que viennent des jours heureux. ”
Pascal Le Brun (FI)

“ Je redonnerai du pouvoir aux forces de l'ordre pour faire respecter la loi contre la mendicité. ”
Michel Dulac (FN)

“ Les législatives ne sont pas là pour renforcer une majorité mais pour permettre un vote de conviction au 1^{er} tour. ”
Fanny Dubot (EELV - PS)

“ C'est en femme libre que je me présente devant les Lyonnais, en candidate de la moralisation de la vie politique. ”
Nora Berra (LR)